

DEPARTEMENT DU GARD



COMMUNE DE MARTIGNARGUES
30360

ARRETE DU MAIRE n° 2022_029
Du 03 juin 2022

**Portant sur le Règlement Intérieur de la restauration scolaire
Regroupement Pédagogique Intercommunal de Martignargues – Saint Césaire de
Gauzignan – Saint Etienne de l'Olm – Saint Jean de Ceyrargues**

Le Maire de Martignargues (Gard),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 portant modification des compétences de la communauté d'agglomération Alès Agglomération et adoption de ses statuts,

Vu la délibération n° 2021-053-054-055-056 du 6 septembre 2021 approuvant, à compter du 1er janvier 2022, la restitution des compétences « enseignement élémentaire et préélémentaire public » et « restauration scolaire »,

Vu la délibération n° 2021_046 du Conseil Municipal du 22 décembre 2021 approuvant le règlement intérieur de la restauration scolaire du Regroupement Pédagogique Intercommunal de Martignargues – Saint Césaire de Gauzignan – Saint Etienne de l'Olm – Saint Jean de Ceyrargues,

Considérant que le Regroupement Pédagogique Intercommunal de Martignargues – Saint Césaire de Gauzignan – Saint Etienne de l'Olm – Saint Jean de Ceyrargues, doit acter les règlements identiques,

Considérant la nécessité d'adopter de nouveaux règlements intérieurs de la restauration scolaire et de l'accueil périscolaire de Martignargues à compter du 1er janvier 2022,

ARRETE

Article 1 :

Il est établi un nouveau règlement intérieur de la Restauration Scolaire pour le Regroupement Pédagogique Intercommunal de Martignargues – Saint Césaire de Gauzignan – Saint Etienne de l'Olm – Saint Jean de Ceyrargues, dont le texte intégral figure en annexe du présent arrêté.

Article 2 :

Ce règlement est applicable à compter du 1er janvier 2022.

Article 3 :

La Secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l'Etat.

Fait à Martignargues, le 03.06.2022

Le Maire : Jérôme VIC



Monsieur le Maire : Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet, www.telerecours.fr